

Chapitre 7

Jeunesse, idéologisation de la notion de « patrie » et dynamique conflictuelle en Côte d'Ivoire

Francis Akindès et Moussa Fofana

Introduction

L'objectif de ce chapitre est de questionner les usages politiques de l'idée de patrie dans la dynamique de la conflictualité en Côte d'Ivoire. Mobilisée dans les camps politiques en compétition, la jeunesse s'est engagée dans la violence politique. L'idée de patrie, diversement représentée par les camps politiques, est posée au centre de notre tentative de compréhension des logiques d'action et d'engagement dans la violence par le truchement d'organisations de jeunes aussi bien au Nord (dans la zone sous le contrôle de l'ex-rébellion) qu'au Sud (dans la partie sous contrôle gouvernemental). Nous partons du principe que les imaginaires de la patrie sont un objet et une entrée sociologique pertinents qui permettent non seulement de caractériser les logiques et formes d'engagement des jeunes dans la conflictualité, mais aussi de questionner les identités de ces acteurs, leurs réseaux de relation, leurs perceptions du conflit ainsi que les justifications de leur engagement. L'étude se fonde sur des données primaires recueillies auprès de leaders d'organisations de jeunes constituées dans le nord de la Côte d'Ivoire sous contrôle de l'ex-rébellion, d'une part, et dans la zone gouvernementale au Sud, d'autre part.¹ Ces formations se sont soit constituées après l'éclatement de la crise ou existaient déjà. Nous nous sommes intéressés plus particulièrement aux associations et aux structures organisées, actives et explicitement engagées dans l'espace politique.

Le contexte de violence

Le conflit armé, qui a éclaté en Côte d'Ivoire le 19 septembre 2002, a conduit jusqu'à l'Accord de Ouagadougou, signé le 04 mars 2007, à une partition du pays entre le Nord et le Sud. La dynamique conflictuelle engendrée s'est cependant stabilisée autour d'une ligne de front dont les contours semblent épouser celui des dynamiques identitaires qui animent le champ politique ivoirien depuis l'ouverture démocratique. De part et d'autre de la ligne de séparation, l'on a pu observer des mouvements politiques de jeunes revendiquant un patriotisme auquel ils donnent un contenu différent. En effet, la rébellion armée organisée en un mouvement politique, le Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI), occupant la partie nord du pays, a, au lendemain de ses actions militaires, bénéficié du soutien des populations « nordistes ». Cette rébellion a élargi ses rangs grâce à l'enrôlement volontaire de nombreux jeunes originaires de cette partie du pays. Dans la zone sous contrôle gouvernemental, l'on a pu également observer une constellation d'organisations de jeunes connues sous le vocable « galaxie patriotique » et dont la principale vocation est de s'opposer aux desseins de la rébellion, mais à partir d'une conception différente de la défense de la patrie.

Par ailleurs, la question identitaire reste une constante dans les analyses des causes du conflit ivoirien. Rappelons que déjà en décembre 2000, un numéro du quotidien *Le patriote* proche du RDR² d'Alassane Ouattara publiait à la Une une carte du pays coupé en deux. Sur cette carte dont l'expression politique était évidente, les treize départements du nord ivoirien sont détachés du Sud. La déchirure s'opère à la hauteur de la ville de Bouaké, au centre de la Côte d'Ivoire. Une telle cartographie politique restituait ce qui fut, jusqu'à l'Accord politique de Ouagadougou, la ligne de front. À partir d'une telle cartographie géopolitique et sans que les protagonistes ne l'aient jamais envisagé, le risque de sécession du Nord a été maintes fois évoqué par les analystes politiques et avec le spectre de la création de la « patrie des grands boubous »³ (Tuquoi 2002). Tendancieusement à conforter l'idée de partition possible, la coïncidence entre la géographie des positions des camps politiques opposés et la géographie des groupes de proximité culturelle laissent libre cours à une sociologie spontanée de la guerre autour des identités spatialisées (Akindès 2004). Par ailleurs, les principales revendications du MPCI se résument autour de questions qui achèvent de préciser le caractère identitaire du conflit ivoirien. De façon schématique, tout se passait comme si le Nord trouvait anormal tout ce à quoi le Sud donnait un crédit de normalité. Ce sont entre autres : le rejet systématique de l'ivoirité vue du Nord comme une idéologie qui aurait

plutôt trouvé un enracinement dans le Sud où le sentiment d'être les vrais Ivoiriens semble plus développé; la révision de la constitution tendant à transformer cette façon de se voir en force de loi, le rejet des pratiques d'identification de la population alors en cours perçues comme politiquement et dangereusement sélectives, le traitement politique de la question foncière à travers la loi foncière de 1998, la question de la nationalité et celle de la réforme de l'armée. Face aux grands enjeux nationaux, le champ politique était parsemé de suspicions entre clans politiques agrégeant de grands ensembles communautaires autour des pôles géographiques nord-sud. Les perceptions et les positionnements vis-à-vis de ces enjeux nationaux configuraient une géographie mentale d'*insiders* et d'*outsiders* qui précédaient le conflit armé et que ce dernier a contribué à exacerber. Les jeunes, au nord qu'au sud, se sont engouffrés dans cette posture de guerre des imaginaires. En revendiquant au nord comme au sud un patriotisme, mais sur des registres de justification différents et contradictoires, ils sont devenus des acteurs à part entière du conflit.

L'on peut également observer, aussi bien au nord qu'au sud, que la mobilisation de ce groupe d'acteurs s'est effectuée sur des registres certes différents, mais avec une constance autour de l'idée de patrie. Dans les discours des acteurs, la référence presque automatisée à ce concept de patrie justifie le présent effort de compréhension sociologique des perceptions croisées du lien qu'ils établissent entre, d'un côté, le concept lui-même et, de l'autre, l'imaginaire qui ordonne leur engagement dans le champ de la violence politique. Les jeunes, alignés sur chaque camp politique, revendiquent leurs fibres patriotiques et disent manifester leur amour pour le Pays. Chaque groupe dénie à l'autre son patriotisme et justifie les raisons de son engagement politique, à travers le recours à la force illégale, par une certaine idée de la patrie à défendre. De part et d'autre « on se bat pour le pays », même si au bout de la lutte pour sa défense le pays doit brûler. L'amour qu'on dit lui porter dans un camp comme dans l'autre justifie ce paradoxe. Comment de telles constructions sociales du patriotisme se sont-elles cristallisées dans l'imaginaire des jeunes au point de nourrir les dynamiques conflictuelles autour de cette idée de patrie ? Quelles sont les représentations qui nourrissent l'imaginaire de la patrie chez les jeunes engagés dans le champ politique ?

Les jeunes dans l'arène politique

En Côte d'Ivoire, l'enrôlement politique de la jeunesse précède l'accession à l'indépendance.⁴ Dans l'État postcolonial, la logique de gouvernement du parti unique le perpétuera. Sous Félix Houphouët-Boigny, le souci de

canaliser et surtout de contrôler cette catégorie d'acteurs, généralement perçus politiquement comme portée par la fougue de l'âge, a conduit à la mise en place du Mouvement des Élèves et Étudiants de Côte d'Ivoire (MEECI). Ce mouvement de jeunes, considéré comme une section militante du parti-État, a été installé après le rejet de deux autres syndicats (UNEECI et UGECI⁵), manifestement hostiles à la politique du chef de l'État. Ainsi, dans le cadre du monopartisme, le MEECI devenait à la fois une structure de formation politique et d'encadrement de la jeunesse, mais aussi un appareil de promotion politique et sociale des jeunes générations. Le MEECI, du temps du parti unique, en tant que structure de contrôle politique à peine discrète, aura permis de canaliser les trajectoires politiques des jeunes par les jeux de redistribution, selon les mérites politiques des positions sociales à la fin du cycle universitaire. Lorsqu'en 1990 survient le multipartisme, le milieu étudiantin était devenu un objet de convoitise politique pour tous les entrepreneurs politiques positionnés dans l'arène politique. Dans un tel contexte, la dynamique de recrutement politique concurrentiel qui s'est engagée et le besoin pour chaque leader politique de pénétrer l'espace public firent du monde étudiantin un champ social particulièrement convoité. Le monde scolaire et universitaire était désormais envisagé comme le vivier d'une énergie sociale politiquement nécessaire pour les luttes sociales et politiques. C'est la raison pour laquelle les campus universitaires et les établissements scolaires ont été très rapidement transformés en hauts lieux de revendications sociales, de mieux en mieux structurés sur la base des griefs liés aux frustrations nées de la réduction des transferts sociaux de la part d'un État de moins en moins social du fait de la réduction des ressources fiscales (Akindès 2001). Dans la foulée de la compétition pour le contrôle de cet espace social qu'est le milieu scolaire et étudiantin, naît un autre syndicat : la Fédération étudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI). Contrairement à la posture politique du MEECI, la FESCI se veut plus proche des nouveaux partis d'opposition et particulièrement du FPI de Laurent Gbagbo qui non seulement était son parrain, mais assurait discrètement sa formation politique. En raison des multiples entraves à sa création, la FESCI s'est radicalisée. Dans la résistance à un État qui avait tenté d'empêcher son éclosion par une extrême répression, elle a acquis au fil du temps une culture de la violence contestataire devenue une compétence sociale collective dans une arène politique où la quête démocratique s'est progressivement construite dans une escalade de violence (Akindès 2007). Sous l'action de ses leaders successifs, plus qu'un simple syndicat d'élèves et d'étudiants, la FESCI est devenue une force politique au service de l'opposition qui, entre 1990 et 2000, n'a cessé de la mobiliser dans l'arène politique. Dans la foulée et au nom des luttes politiques partisans, l'école

est progressivement devenue un espace de recrutement de combattants politiques. La stratégie de contrôle de l'école mise en place par l'ancien parti unique le PDCI-RDA a perdu de son efficacité dans le nouveau contexte multipartiste des années 1990. Face aux différentes revendications et actions de contestation pilotées par ce nouveau syndicat, la répression de l'État « pédécéiste » se radicalise et parachève le processus de politisation extrême du milieu universitaire et scolaire. Parallèlement à la nouvelle dynamique de changements politiques et sociaux qui s'opéraient sur fond de crise économique, naquit donc une nouvelle génération de jeunes combattants politiques rompus à la violence parce que n'ayant eu le droit à l'existence politique que par elle. En cela, leurs trajectoires politiques et sociales n'avaient rien de classique et peuvent être qualifiées d'atypiques. Ils ont pénétré le champ politique par la force au service de leurs aînés. Leur instrumentalisation par les aînés politiques sera aussi pour eux une opportunité de mobilité sociopolitique rapide. Cela justifie aujourd'hui que les anciens leaders de la FESCI ainsi que des organisations de jeunes des partis politiques soient, du fait de leur engagement politique, aux premiers plans, que ce soit dans la zone gouvernementale (ex-Blé Goudé) ou dans celle tenue par la rébellion des Forces Nouvelles (ex-Guillaume Soro). Au Nord comme au Sud, cette cohorte de jeunes a émergé dans l'espace politique par le détour de la lutte syndicale. Vers la fin des années 1980-début 1990, la culture de violence acquise par l'effort consenti pour exister face à un État particulièrement répressif leur a conféré un capital investi dans leur propre positionnement au virage de l'année 2000, dans les combats politiques qui ont conduit à la belligérance. Dans un premier temps, nous faisons une approche des organisations qu'animent ces nouveaux acteurs afin de décrire l'environnement recomposé par la dynamique de l'engagement des jeunes dans le champ politique actuel.

Les « Jeunes Patriotes » du camp présidentiel

Au lendemain de l'insurrection menée par le Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI), le Président Laurent Gbagbo, rentré précipitamment d'Europe, a lancé un appel au patriotisme et indiqué que le conflit qui venait d'éclater était l'occasion pour les Ivoiriens de manifester leur amour pour la patrie. Cet appel à la résistance a été entendu par les diverses organisations proches du parti au pouvoir, notamment les organisations de jeunes. Cela va provoquer une réorganisation de la jeunesse partisane déjà en place, mais aussi l'apparition de nouvelles structures politiques, camouflant stratégiquement leur positionnement politique derrière le générique insuffisamment défini d'organisation de la société civile, société civile dont la ligne de séparation d'avec la société politique en Côte d'Ivoire

est très peu évidente. C'est dans ce creuset sociopolitique que sont nés les vocables de « jeunes patriotes » et « galaxie patriotique » pour qualifier ces jeunes qui, dans la partie sous contrôle gouvernemental, soutiennent les actions du camp présidentiel.

Les termes « Galaxie patriotique » et « Jeunes Patriotes » serviront désormais à désigner les groupes ou organisations de jeunes progouvernementaux. Au nom du devoir de défense de la patrie et en réponse à l'appel du Président de la République, ils s'invitent dans les événements politiques pour défendre les positions et l'action gouvernementales même par le recours illégal à la force, en réaction à un usage tout aussi illégal de la force qu'est l'attaque rebelle. Les actions violentes par lesquelles ils s'illustrent se localisent le plus souvent dans la zone gouvernementale. Cependant, si ces terminologies marquées du sceau patriotique semblent désigner indifféremment des groupes de jeunes désormais connus sur l'échiquier politique, en réalité, elles recouvrent un ensemble d'organisations avec des logiques d'action variées. Les « Jeunes Patriotes » de la « Galaxie patriotique » entretiennent une image contrastée selon les qualificatifs que leur attribue la presse locale. Ils sont perçus et présentés par la presse proche de l'opposition comme étant des opportunistes, des jeunes désœuvrés instrumentalisés par le parti au pouvoir, tandis que leurs leaders seraient des « patriotes alimentaires ». Cette expression est consacrée pour dire que leur engagement n'est nourri que par la quête de prébendes, de subsides pour les « petits », de biens matériels, de passe-droits et de privilèges sociaux pour les « plus gros poissons ». Les journaux progouvernementaux, quant à eux, les encensent en les présentant comme des « résistants », des fiers défenseurs des institutions de la République mises à mal par la rébellion armée. Concrètement, la « Galaxie patriotique » est composée d'un ensemble d'organisations distinctes explicitement engagées dans le champ politique. Les plus dynamiques parmi les principales organisations de cette galaxie dite patriotique sont la Coalition nationale des Résistants de Côte d'Ivoire (CONARECI) de Damana Pickas, l'Alliance des Jeunes Patriotes pour le Sursaut national (AJPSN) du « général » Charles Blé Goudé, l'Union Pour La Libération totale de la Côte d'Ivoire (UPLTCI) du « Maréchal » Eugène Djué ou encore le Groupe patriotique pour la Paix (GPP) de Touré Moussa « Zéguen ». Les dirigeants de ces groupes ont en commun d'avoir fait leurs armes tout comme le secrétaire général des Forces nouvelles, Guillaume Soro, au sein de la FESCI, le syndicat étudiant qui est très souvent associé aux actions de la « Galaxie patriotique ». Le syndicat a soutenu activement le Président Laurent Gbagbo et revendique même les pressions et les actions d'intimidation exercées sur les dissidents antigouvernementaux du milieu scolaire et étudiantin.⁶

Les « patriotes » du Mouvement patriotique au Nord

La rébellion qui s'est installée sur la partie centre, nord et ouest de la Côte d'Ivoire s'appelle Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI). Sans proposer un autre drapeau et un autre hymne national, elle a affiché sa tendance autrement patriotique que dans le Sud. L'on craignait la sécession de la partie nord sous contrôle des Forces nouvelles après le 19 septembre 2002 et l'établissement de fait d'une ligne de séparation entre le Nord et le Sud. La mise en place d'une administration par les composantes politiques et militaires de la rébellion ainsi que l'organisation et le contrôle des circuits économiques dans les zones sous son occupation ont renforcé l'hypothèse de la création d'un État sécessionniste par la rébellion. Au Sud, dans les journaux proches du camp présidentiel, toute la partie du territoire contrôlée par les rebelles que dirige Soro Guillaume sera ironiquement appelée « Soroland ». Sur cet espace d'un peu plus de 60 pour cent du territoire national, la jeunesse qui s'est très tôt engagée au sein des groupes rebelles va aussi s'organiser et emboucher le discours patriotique. La mobilisation des jeunes dans ces zones tombées sous le contrôle de la rébellion peut s'observer en deux phases. Elle a d'abord été militaire. Ce qui a permis de constituer un vivier de jeunes combattants qui ont immédiatement intégré les Forces armées des Forces nouvelles (FAFN), la branche militaire unique des trois mouvements rebelles du MPCI, MPIGO et MJP qui ont fédéré dans un mouvement unifié, connu désormais sous l'appellation Forces nouvelles.⁷ Dans un second temps, une autre vague de jeunes qui partagent la philosophie du mouvement sans avoir fait le choix systématique de la prise d'arme s'est mobilisée pour occuper et animer l'espace civil. Ce groupe de jeunes, qui se présente comme un soutien civil aux insurgés, a intégré l'administration mise en place par les autorités de fait dans les régions du nord, du centre et de l'ouest occupées. On retrouve dans ce groupe de nombreux élèves et étudiants dont d'anciens transfuges de la FESCI.

Comparées à la zone gouvernementale, les organisations de jeunes de la partie nord mobilisés dans l'espace politique ne se sont pas démultipliées. Les plus importantes sont la Jeunesse des Forces nouvelles (JFN) dirigée par Koné Adama et le Sénat de Béma Fofana. On peut aussi citer l'Association des Jeunes Enseignants volontaires. Ces derniers sont constitués de jeunes qui ont suppléé aux enseignants qui ont fui les zones occupées. Les jeunes enseignants supplétifs de cette association s'étaient donné comme mission de poursuivre la formation et l'éducation des citoyens, abandonnés selon eux par « un État exclusionniste » sous prétexte de la guerre civile. Sur la base de cette position politique qui justifie leur engagement comme bénévoles dans la prise en charge du système éducatif sinistré, ces jeunes ont, de fait, intégré le dispositif politique des Forces nouvelles et sont désormais associés à leurs actions.

Structures de mobilisation et modes d'action des mouvements de jeunes

L'espace politique ivoirien offre un terrain particulièrement fertile de mouvements sociaux qui signent un virage tonitruant de l'entrée de la jeunesse dans la vie politique. Par ces mouvements, les jeunes se sont invités dans le champ politique comme pour signifier que la redéfinition de la vision post-houphouëtiste de la Côte d'Ivoire ne se fera pas sans eux. Le conflit armé fut une opportunité politique (Mcadam, Mccarthy et al. 1996 ; Kriesi 1989) d'immixtion dans l'arène politique par la force et par un usage de la rhétorique politique de la menace du recours à la force. Au Nord comme au Sud, cette jeunesse profite de la lutte entre les aînés politiques, pour s'imposer dans le débat politique au nom du patriotisme, et pour se soustraire de l'asymétrie des relations aînés-cadets dont le caractère structurel semble désormais remis en question. De part et d'autre de ce qui fut la ligne de séparation entre les espaces géopolitiques en conflit, cette dynamique de renégociation politique sans sommation des relations entre aînés-cadets s'opère à travers des structures de mobilisation dites patriotiques dont il convient d'étudier les logiques.

La « Galaxie patriotique » dans le jeu politique

Ainsi que nous l'indiquions dans les lignes précédentes, la galaxie patriotique est une entité formée de plusieurs regroupements d'organisations distinctes de jeunes qui ont pris fait et cause pour l'État dont la légitimité est remise en cause par la rébellion. Dans la démarche de la Galaxie et derrière l'idéologie partagée de défense de la légalité, il faut lire l'élément fédérateur d'un soutien partisan au camp présidentiel par un groupe qui n'est pas homogène. Ce groupe est justement une galaxie parce qu'elle est une structure plastique et élastique. Des alliances peuvent y naître, soit entre des organisations civiles et syndicales, soit entre des organisations politiques ou encore paramilitaires, se décomposer et se recomposer au gré des opportunités politiques ou des nécessités du moment.

Les formations satellites gravitant autour du noyau que nous avons identifié peuvent être classées – même si la distinction entre ces types de mouvements n'est pas évidente – en organisations civiles ou en organisations paramilitaires et miliciennes; appellation à laquelle les leaders des micromouvements constitutifs de la Galaxie préfèrent le terme de « groupe d'autodéfense » qui paraît moins connoté et qui rend mieux compte de l'élan patriotique que leurs mobilisations revendiquent. Certaines parmi

elles peuvent se ranger dans les deux catégories en fonction de leur choix stratégique sur une opération ponctuelle. Le nombre élevé de micro-organisations dont elle se compose, les difficultés à les ranger dans des cadres typologiques et surtout la diversité des stratégies de ces micro-organisations qu'il reste à étudier suivant les paradigmes de compréhension de la dynamique des mouvements sociaux suggérés par McAdam (1996) et Della Porta (2008) font de la galaxie patriotique une organisation atypique qui, cependant, fait converger la pluralité des actions vers un but partagé par tous : protéger et défendre le pouvoir en place garant, selon elles, de la continuité de l'État de Côte d'Ivoire des vrais Ivoiriens, de la protection de la nation en danger. Au sein de la galaxie patriotique, les groupes s'organisent autour de leaders charismatiques qui disposent de compétences en matière de communication politique : bons tribuns, sachant jouer sur l'émotion, harangueurs de foule. Leurs talents de communication sont également doublés de capacités de mobilisation et d'auto-positionnement sur des chantiers distincts qui justifie l'existence de leur chapelle dans les jeux de soutien politique à l'ordre politique menacé par la rébellion. Bien qu'il soit difficile de proposer une typologie des organisations patriotiques animées par les jeunes dans la zone gouvernementale, il nous paraît important de présenter quelques-unes parmi celles qui se sont illustrées aux moments forts de la crise ivoirienne.

La Coalition nationale des Résistants de Côte d'Ivoire (CONARECI)

Créée en 2005 à l'initiative de Damana Pickas, la CONARECI est une coalition animée par des jeunes proches du FPI, mais appartenant déjà à d'autres organisations patriotiques à caractères civile et/ou paramilitaire. Les principaux leaders affiliés à cette organisation de « Jeunes Patriotes » sont, entre autres, N'guessan Ferdinand dit Wachard Kédjébo, leader du CNLB (organisation civilo-militaire), Touré Zégouen, alors chef de file du GPP (groupement paramilitaire), Serge Koffi Bi alias STT, Secrétaire Général de la FESCI (mouvement civile étudiantin) et Fofana Youssouf dit Gbassou, responsable de la Voix du Nord (mouvement civil). Les objectifs de la CONARECI se résument selon son leader en ces termes : capitaliser au profit du Président Gbagbo toute la sympathie qu'il a générée tout le long de la crise, faire en sorte que le Président Gbagbo soit réélu pour le réhabiliter, faire en sorte que la Côte d'Ivoire soit, demeure et résiste. « Les Ivoiriens ont résisté, dit Damana Pickass. Mais ils n'ont pu atteindre la réunification. Chacun évoluait en singleton. Pour cette réunification, il fallait se mettre ensemble pour être beaucoup plus fort ». (Damana Pickass, interview réalisée en octobre 2006).

La CONARECI est financée par les cotisations et dons, mais son chef reconnaît que l'essentiel des ressources provient des responsables du FPI au pouvoir : « Nos donateurs, c'est le Front Populaire Ivoirien hein ! Quand je dis FPI, c'est tous ces réseaux de cadres, de parlementaires et ministres ». (Damana Pickass, interview réalisée en octobre 2006).

La CONARECI s'est illustrée au cours de plusieurs manifestations, notamment lorsqu'il s'agit de protester contre les résolutions et décisions de la communauté internationale concernant la crise ivoirienne qui étaient presque systématiquement interprétées comme une atteinte à la souveraineté de l'État ivoirien, lorsqu'elles n'allaient pas dans le sens des intérêts du pouvoir en place. Son mode d'action est essentiellement l'engagement d'action de masse ; meetings, tournées de sensibilisation et parfois des *sit-in* qui dégénéraient parfois en troubles de l'ordre public : « Lorsque la communauté internationale a entamé le processus de démantèlement des institutions ivoiriennes en janvier 2006, c'est la CONARECI qui a pris les devants et a lancé la résistance. Devant Seboko, à Guiglo, la RTI, le 43^e BIMA et à Daloa. C'est la CONARECI qui a investi, envahi et occupé la RTI pendant tout le temps qu'a duré cette crise » (Damana Pickass, interview réalisée en octobre 2006).

Comme indiqué plus haut, la CONARECI regroupe en son sein des organisations sous influence d'autres leaders. Nous ne citerons que l'exemple du Comité national de Libération de Bouaké (CNLB) et de l'APWê. Le Comité national de Libération de Bouaké était précédemment Jeunesse Consciente du Grand Centre (JCGC), qui fut un mouvement paramilitaire né au début de l'année 2003. Son fondateur, N'Guessan Ferdinand dit Watchard, le présente : « Le CNLB est né à l'avènement de la sale et absurde guerre que les ennemis du pays nous ont imposée. Comme les autres Ivoiriens, nous nous sommes sentis interpellés et avons pris nos responsabilités. Nous nous sommes donc mobilisés pour défendre la patrie. Ce mouvement a été créé dans les mêmes conditions que les autres mouvements patriotiques pour la défense de la République et des personnes qui les incarnent ».⁸

L'expérience du CNLB rend suffisamment compte de la plasticité des mouvements dont nous parlions dans les lignes précédentes. C'est le JCGC qui s'est transformé en CNLB. Le JCGC avait pour but de mobiliser les Baoulé, populations du centre pour libérer le centre. À l'époque, le projet de libération reposait essentiellement sur des actions politiques organisées par un fils du centre occupé, en direction d'autres fils du centre. Par la suite, le CNLB s'est assigné un objectif davantage militaire, selon son chef: celui de libérer le Centre du pays par le recours à la force. Pour y arriver, le mouvement recrute des combattants.⁹

L'Alliance des Patriotes Wê (APWê)

Elle est l'une des premières organisations d'autodéfense de l'ouest de la Côte d'Ivoire. Selon Guéï Fabienne, sa présidente fondatrice, le mouvement qu'elle dirige est l'aboutissement des comités de crise créés par les Présidents de Conseil généraux au lendemain de l'éclatement de la crise. Toujours selon la fondatrice, à sa création, le premier objectif de l'APWê était de « défendre l'ethnie wê contre le peuple dan décidé à engager une guerre contre eux pour venger Robert Gueï ». Par la suite, les champs de combat de cette organisation se sont étendus à la défense de la Côte d'Ivoire face à la France qui serait perçue comme alliée et complice de la rébellion. Cette organisation aurait recruté ses combattants parmi les jeunes déplacés de guerre d'origine wê avec l'appui des responsables politiques locaux du parti au pouvoir ainsi que de certains officiers des FANCI.

L'Union des Patriotes pour la Libération totale de la Côte d'Ivoire (UPLTCI)

Elle est la plus récente des organisations de la Galaxie. Elle est créée par Eugène Djué alias le Maréchal. L'UPLTCI possède une branche paramilitaire dénommée les « Nouvelles Forces » ou encore le Front national de Libération totale de la Côte d'Ivoire (FNLTTCI). Cette branche militaire revendique, selon son fondateur, environ 100 000 combattants. Pour le chef de l'UPLTCI, l'objectif général de son mouvement est la libération de la Côte d'Ivoire.

L'Alliance des Jeunes Patriotes pour le Sursaut national (AJPSN)

Créée par Charles Blé Goudé, l'un des anciens leaders de la FESCI proclamé « Le Général » en 2002, l'AJPSN est l'organisation qui s'est le plus illustrée pendant la crise militaro-politique. On la soupçonne de comporter une branche armée et de constituer, à l'occasion, une milice pour le compte du FPI. Des rapports d'organisations internationales établissent l'implication de l'AJPSN dans des événements tragiques de violences exercées sur des partisans de l'opposition. On retiendra que les différentes interventions de l'Alliance sur l'échiquier politique ont contribué à faire de son leader un acteur-clé dans les nombreuses manifestations de masse suivant les résolutions internationales jugées défavorables au pouvoir en place. Sur ce leader charismatique des mouvements de jeunes, probablement le plus connu et le plus populaire, l'on peut lire dans la presse pro-gouvernementale : « Tout le monde se rappelle ses actions d'éclat dont les deux

plus grands meetings organisés à la Place de la République au Plateau, le siège de la RTI et de l'hôtel Ivoire, ainsi que la création d'un bouclier humain autour de la résidence du Chef de l'État, au plus fort des tristes événements de novembre 2004, les sit-in devant l'ambassade de France ou le 43e BIMA Force est d'admettre que Blé Goudé est le père de la résistance et du patriotisme aux mains nues des jeunes issus de tous les partis politiques, des hommes, des femmes qui répondaient automatiquement à ses appels. » (Akrou 2007).

De nombreux événements mettent au jour les divergences au sein de cette « galaxie » et rendent compte des jeux d'influence entre leaders. En tant que telle, la galaxie apparaît plutôt comme un cadre de coordination d'actions collectives pour la défense d'un ordre social et politique menacé. Mais de toute évidence, cette perspective n'exclut pas des compétitions parfois féroces entre leaders, engagés dans des luttes de positionnement. Finalement, malgré des dissensions internes, le mouvement galactique semble stabilisé, d'autant que les nombreuses dissensions, souvent transcendées, ne mettent pas réellement en péril la galaxie en tant que structure affiliée au pouvoir. D'autant que les effets centrifuges de la compétition au sein de cette galaxie sont contrebalancés par le lien privilégié avec le pouvoir de Laurent Gbagbo. Celui-ci constitue pour chacun et pour tous le référent permettant de subsister malgré les divergences, et de se mobiliser autour d'un objectif commun : travailler, à partir de différents chantiers, à réduire la pression sur le pouvoir en place. Le témoignage d'un des leaders de la Galaxie rend bien compte de la situation :

Vous savez, les divergences il y en aura toujours sur cette terre. C'est vrai que nous sommes tous des mouvements patriotiques, mais n'avons pas tous la même manière d'opérer. Le CNLB, le MILOCI, l'APWÉ, le GPP opèrent de façon différente. Même avec les autres mouvements patriotiques ce n'est pas toujours que le débat est beau. Partout où les hommes vivent, il y a des problèmes, mais l'essentiel est de s'élever au-dessus de ces problèmes. L'objectif commun, c'est que la Côte d'Ivoire continue d'exister et puis notre guide commun, c'est le Président Gbagbo. Sur cette base donc, nous sommes tous d'accord. Le reste ce sont des détails qui peuvent attendre. (Watchard, interview réalisée en octobre 2007).

Les jeunes mobilisés par la rébellion au Nord, sur de nombreux plans, présentent bien des similitudes avec ceux du Sud, malgré les éléments de contexte qui peuvent les différencier.

Les organisations patriotiques de jeunes dans le nord ivoirien

Après l'effet surprise de sa stratégie militaire, le MPCCI devait, dans un second temps, rechercher l'adhésion des populations des zones qu'il occupait. À cet effet, l'aile politique de la rébellion mettra à contribution certains jeunes issus de formations politiques, syndicales ou tout simplement d'associations communautaires afin de susciter l'adhésion et la sympathie des populations dans le but de s'assurer un soutien populaire. Pour sa réalisation, cette action de mobilisation pensée au niveau du secrétariat du MPCCI ne s'est pas appuyée sur une génération spontanée. Elle a été confiée à des jeunes justifiant d'une compétence en matière de mobilisation politique. Ces jeunes médiateurs politiques, pour une grande part, sont issus des sections de base du RDR et de la dissidence au sein de la FESCI. La stratégie consistant à s'appuyer sur la jeunesse du RDR fut la plus facile à mettre en place en raison de la proximité entre les justifications du mouvement rebelle (Soro 2005) et les griefs de ce parti politique contre le pouvoir en place.

Quand des gens viennent vous dire : on lutte pour vous, pour vos papiers, mais... tout le monde sait que le problème crucial dans notre pays, c'était les problèmes de papier ! Quand ils disent que : « nous sommes venus nous battre pour vous, parce que nous savons que jour et nuit, c'est vous qu'on vexé. On vous traite d'étranger... mais c'était le quotidien, j'allais dire que ça n'a pas changé, que c'est le quotidien des Ivoiriens... En forgeant le discours autour de tel exemple, c'est automatiquement que cela a fédéré des énergies... (Ouattara Zoumana, président de la coordination des organisations de la société civile, juillet 2007).

C'est à la suite de véritables campagnes que des comités de soutien dans différents domaines animés par les jeunes sont apparus. Nous avons pu identifier dans l'espace politique et administratif des Forces nouvelles de Côte d'Ivoire trois organisations de jeunes collaborant explicitement avec la rébellion. Ce sont : la Jeunesse des Forces nouvelles (JFN), le Sénat, et l'Association des jeunes enseignants volontaires.

La Jeunesse des Forces nouvelles (JFN)

Elle est une structure émanant du secrétariat général des Forces nouvelles. Au lendemain du 19 septembre 2002, des jeunes regroupés au sein de la Jeunesse du Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (JMPCI) se sont très vite mobilisés autour des idéaux de la rébellion. Mais, à la suite des Accords

de Linas-Marcoussis, lorsqu'il y eut fédération de toutes les forces rebelles et que les Forces nouvelles ont été créées, cette organisation s'est automatiquement muée en JFN (au cours de l'année 2003). Le président est Koné Adama, un jeune opérateur économique de la région de Korhogo. Il a très tôt adhéré au combat des Forces nouvelles et soutient financièrement et matériellement l'organisation de la JFN. Notons que cette structure a été créée avec la bénédiction du premier leader des Forces nouvelles, Soro Guillaume, même s'il n'en a pas suscité la naissance. Le secrétaire à la communication de la JFN justifie la naissance de cette organisation comme suit :

(...) il fallait trouver un cadre d'expression purement politique pour occuper l'échiquier politique parce qu'au-delà des armes après les accords de Linas-Marcoussis ... on tendait vers... heu un combat purement politique ; c'est-à-dire que les armes avaient montré leurs limites. (...)

En somme, il fallait trouver un cadre d'expression à cette jeunesse-là pour dire haut et fort que nous voulons l'identification générale des populations, une armée véritablement républicaine au service de tous, un véritable jeu démocratique aboutissant à des élections propres sans exclusion.

En résumé, la JFN s'est voulue une organisation officielle émanant des Forces nouvelles. Elle a très vite élaboré des textes pour régir son propre fonctionnement. Ses leaders prétendent qu'elle est présente sur toute l'étendue du territoire, avec des sections dormantes dans la zone sous contrôle gouvernemental et des sections plus actives dans la zone des Forces nouvelles.

Le Sénat

Le Sénat est une organisation mise en place par des jeunes vivant dans les zones occupées par les Forces nouvelles. Son influence est plus forte à Bouaké, capitale de la rébellion. Créée en 2004, elle est présidée par Béma Fofana. Elle se veut formellement une réplique des organisations populaires d'espaces de discussion nommés « parlements et agoras » qui ont pignon sur rue dans la zone gouvernementale, mais qui défendent et amplifient les points de vue du pouvoir en place. Le Sénat, quant à lui, ne revendique guère de lien organique avec les Forces nouvelles. Mais, selon son président, bien qu'étant indépendante, l'organisation adhère aux idéaux défendus par la rébellion, sans toutefois partager toutes leurs actions.

Nous ne sommes pas une structure FN. Le Sénat n'est pas une structure des FN, mais c'est une structure qui se trouve dans la zone de FN. Nous nous sentons à 90 ou 85 pour cent dans les revendications des FN, ce qui fait que souvent les gens ne font pas la différence entre les FN et nous. Et les causes qu'ils défendent sont aussi les causes que nous défendons un peu, mais très souvent nous n'avons pas les mêmes manières de voir.

Cette structure de la société civile en zone sous contrôle de la rébellion joue sur plusieurs registres et développent des stratégies variées. Son président Béma Fofana présente le contexte de la création du Sénat et son champ d'action :

Le Sénat en un mot est une tribune de libre expression. C'est également un lieu d'échange. Le Sénat est en quelque sorte un pont que nous avons voulu bien créer entre la population et les autorités qui gèrent actuellement les zones sous contrôle des Forces nouvelles. Parce que, à un certain moment, nous avons estimé qu'il était difficile pour la population d'approcher, soit les militaires, soit les responsables politiques pour poser concrètement leurs problèmes. Donc nous, on a essayé de créer cet espace-là pour permettre à toute la population de venir en tout cas poser ses problèmes...

Au Sénat, des sujets variés sont abordés. Les questions politiques y sont les plus traitées. Il n'est pas rare que les mots d'ordre de la rébellion y soient relayés. Mais, beaucoup plus que dans les agoras et les parlements dans le Sud et particulièrement à Abidjan, d'autres questions y sont traitées. Le Sénat relaie également les campagnes de sensibilisation sanitaires. Il prolonge l'action de sensibilisation des agences humanitaires travaillant dans les zones occupées. À ce titre, sa fonction médiatique transcende le politique pour prendre en compte une pluralité de champs sociaux où le besoin de médiation se fait sentir.

L'Association des enseignants volontaires

Pendant la crise militaro-politique, de nombreux fonctionnaires, parmi lesquels les enseignants, sont partis des zones occupées par la rébellion. L'absence d'enseignants a entraîné une année blanche pour les élèves et étudiants restés dans la zone assiégée. En réaction à cette situation, des comités de jeunes bénévoles se sont constitués pour suppléer au manque d'enseignants. Cette dynamique portée par des élèves et étudiants a permis de faire fonctionner, même difficilement, le système éducatif pendant la crise. Une coordination des organisations de ces jeunes enseignants

volontaires est aujourd'hui mise sur pied et est dirigée par Konaté Zié. Cette organisation compterait plus de 6 000 jeunes et revendique leur intégration à la fonction publique.¹⁰ La validation des examens organisés dans les ex-zones rebelles est perçue comme étant une reconnaissance des qualités de ces jeunes volontaires. Aujourd'hui, le mouvement est associé aux actions politiques des jeunes de la partie sous contrôle de la rébellion. L'organisation des jeunes enseignants volontaires ne se contente plus de revendiquer leur intégration à la fonction publique, mais est aussi activement impliquée dans les campagnes actuelles en faveur de la réconciliation nationale. Ce mouvement présente un intérêt certain pour les objectifs de cette étude d'autant plus qu'il justifie dès le départ son action bénévole par le sens patriotique suivant : « dire non au génocide intellectuel des enfants du Nord ».

Sur quelles représentations de l'idée de patrie reposent donc ces dynamiques patriotiques chez les jeunes du Nord et du Sud ?

Représentations de la patrie et sens de l'engagement patriotique

Le patriote est prêt à se dévouer ou à se battre pour sa patrie afin d'en défendre les intérêts (Agulhon et Oulmont 1993:3). Cependant, le patriotisme n'est pas une doctrine politique et, par ailleurs, il n'offre qu'une échelle d'émotions et de sentiments n'en permettant aucune évaluation objective. Certes, il se définit comme un sentiment partagé d'appartenance à un même pays ; un sentiment qui autorise des personnes à ressentir de l'amour pour leur patrie et de la fierté à lui appartenir. Mais les valeurs qui fondent cet amour et cette fierté ne sont jamais unanimement partagées.

Dans le déroulement de la crise, avec l'apparition d'une ligne de séparation entre le Nord et le Sud, certaines analyses du conflit ivoirien ont laissé penser qu'il s'agissait d'une opposition entre ces deux parties, d'un affrontement interethnique ou encore d'une guerre interreligieuse. En effet, force est de reconnaître qu'après la disparition de Félix Houphouët-Boigny, les stratégies des prétendants au pouvoir ont précipité les confrontations identitaires entre Ivoiriens sur la base de leurs appartenances ethnique, régionale, politique et même religieuse. Alors même que l'histoire récente du pays fournissait à l'étiologie du conflit des facteurs tels que les inégalités sociales croissantes, le pillage des ressources ou la mal gouvernance, les questions identitaires avaient fait leur immixtion dans le jeu politique depuis le temps du parti unique et occulté toutes les autres dimensions qui ont contribué à faire le lit de la crise. Par conséquent, nous privilégions cette surdétermination de l'identitaire en raison de la

place qu'il occupe dans les imaginaires sociaux et, surtout, dans la rhétorique de la belligérance en Côte d'Ivoire. La problématique identitaire est devenue saillante avec la crise qui a éclaté en septembre 2002. Mais elle se trouve encodée dans les expressions du « patriotisme affirmé » diversement portées par les jeunes.

Dans cette partie de l'étude, nous explorons dans un premier temps les définitions ou représentations de la patrie selon les camps politiques ainsi que la façon dont la patrie ainsi définie surdétermine l'engagement des jeunes dans le conflit. Ensuite, bien que traitant d'émotion et de sentiment, nous esquisserons un tableau de comparaison des différentes conceptions du patriotisme chez les deux groupes de jeunes que nous avons présentés.

La patrie comme « portion de terre » et le patriotisme comme lutte pour la reconnaissance

Le mot patrie vient du latin *pater* signifiant père. En France, sous l'Ancien Régime, il désignait la terre des pères, puis le territoire royal, qu'il faut défendre et pour lequel il faut éventuellement mourir (Agulhon et Oulmont 1993). Le contenu de cette notion évolue dans le temps et selon les représentations des liens communautaires qui s'élargissent de l'échelle du terroir à celle de la nation, soit en précisant ou en diluant les limites entre les groupes.

Tout au long de nos entretiens, les définitions données par les jeunes mobilisés dans le champ politique au Nord comme au Sud convergent en grande partie. L'élément le plus constant dans leurs définitions de la patrie ivoirienne est la description de sa réalité physique. La délimitation physique de la patrie correspond bien aux données géographiques officielles de la Côte d'Ivoire. Ainsi, pour tous nos interlocuteurs, la patrie est d'abord une réalité physique, une portion de terre avec des dimensions qu'ils rappellent assez souvent.

Pour nous-là, notre patrie, c'est la Côte d'Ivoire. C'est cette portion de terre-là dont les frontières ont été tracées depuis 1893, dans laquelle se trouvent les peuples du Nord, les peuples de l'Ouest, les peuples de l'Est, les peuples du Sud et les peuples du Centre qui, pour nous, forment cette nation-là (Béma F, président du Sénat).

Leurs définitions de la patrie associent naturellement le territoire de Côte d'Ivoire aux identités des peuples qui y vivent. Les jeunes du Nord rappellent plus ou moins systématiquement la composition du peuplement du territoire et les liens d'appartenance à cet espace. Ce réflexe pourrait se comprendre comme l'affirmation de la volonté de s'inclure puisque, comme nous le verrons plus loin, ce sont eux qui développent la rhétorique de

dénonciation de l'exclusion et du déni d'identité. On relèvera que leurs définitions ne sont pas loin de rappeler les débats autour de l'identité nationale.

Je laisse les définitions littéraires et philosophiques... moi je pense que la patrie, c'est quoi ? Il y a plusieurs éléments qui concourent à construire cette notion... heu... il y a l'élément physique qui est cette portion de territoire-là, qui est la Côte d'Ivoire-là qui fait autour de 322 000 km². Ce territoire dans lequel on vit et sur lequel on est né et auquel on appartient ... et auquel on se sent lié (Fadiga Khalil, responsable JFN).

Presque systématiquement, les jeunes prolongent leur définition de la patrie avec les notions de lien d'appartenance, en insistant sur la variété des communautés nationales. En somme, la patrie, pour eux, est une dans sa réalité physique et plurielle dans sa composition humaine.

On se sent lié par... la ... la borne culturelle, par la culture que nous partageons ; le trait culturel commun qu'on a. Il y a tous les éléments qui nous amènent à aimer notre pays, tous les éléments qui font qu'on se reconnaît dans notre pays, ... il y a heu... partant du drapeau national à nos musiques, à nos cultures alimentaires, à notre histoire voilà. La patrie, c'est tout un ensemble de choses... c'est le territoire, c'est la nation, c'est les communautés y vivant...c'est vraiment, je sais pas... c'est tout ça... (Fadiga, responsable JFN)

La patrie... d'abord, c'est ... le pays que nous devons libérer (...)
Vous voyez... donc pour moi, la patrie, c'est un pays sans xénophobie, un pays sans distinction de race, d'ethnie, un pays sans injustice. C'est un pays de paix comme le président Houphouët nous l'a appris (Tiémoko, jeune combattant FN).

Comme on le constate, selon ces jeunes, la patrie est naturellement au fondement de l'identité nationale. C'est alors que les leaders de jeunes du Nord posent les préoccupations de justice sociale. Ils insistent sur le déni d'identité qui frappe, selon eux, les ressortissants du nord de la Côte d'Ivoire. L'on remarque qu'il est difficile pour ces jeunes de démêler une définition de cette notion de patrie de la diversité sociale qui devrait, selon eux, la composer.

Et ... c'est l'ensemble de ce territoire-là qui est aujourd'hui notre patrie et pour nous-là, toutes les personnes ou toutes les populations de toutes les régions doivent avoir les droits et les mêmes valeurs sur cette portion de terre.

(...) C'est naturel qu'un Ivoirien soit considéré comme tel et un étranger comme un étranger, mais avec ses droits et ses devoirs (Béma F.)

Il semble que si, de part et d'autre, les jeunes s'accordent sur ce qu'est la réalité physique de la patrie, ils le lient le plus souvent à des référents dont l'analyse pourrait éclairer sur l'importance des confrontations identitaires dans la crise ivoirienne.

On retient que, pour les uns, réclamant plus de justice et, pour les autres, niant le discours accusateur de l'exclusion, la Côte d'Ivoire reste une réalité physique non divisible. Même au plus fort de la crise, les jeunes enrôlés dans la rébellion ne pouvaient concevoir l'idée d'une sécession de la partie nord du pays.

Non ! Puisque la Côte d'Ivoire, on n'est pas venu trouver ça comme ça divisée en deux. La Côte d'Ivoire est un pays important de l'Afrique de l'Ouest. Si un pays doit se diviser, ce n'est pas la Côte d'Ivoire (Lacina, jeune combattant FN).

Non, sincèrement, c'est pas mieux. Heu ! La Côte d'Ivoire même quand on voit le territoire de la Côte d'Ivoire... on dit 322 000... kilomètres... c'est combien ? Bon ! Si on partage ce pays-là en deux, chacun va avoir combien ? Donc ce que je vois actuellement, nous-mêmes on voit clair dedans. Si on dit maintenant de mettre frontière entre nous, ça n'arrange pas. Je ne souhaite pas que ce pays soit divisé (Metola, jeune combattant FN).

Si, pour les jeunes engagés dans la rébellion, la patrie est d'abord la réalité physique ceinturée par des frontières, elle est aussi une composition sociologique faite de sa diversité sociale. Qu'en est-il au Sud ?

La patrie comme terre héritée et le patriotisme comme résistance à la recolonisation

Le patriotisme comme sentiment et expression de l'attachement d'une personne à sa patrie est bien connu de tous les jeunes de la Galaxie rencontrés. Selon les leaders de la galaxie patriotique, il faut tout d'abord arracher le terme « jeune patriote » de son contexte caricatural. Djué Eugène commence par donner les précisions suivantes :

... Donc il faut dire patriote. Mais écoutez, le patriote, c'est le patriote. Il n'y a pas un patriote en Côte d'Ivoire et puis un patriote

en France et puis un patriote aux États-Unis. (...) Les patriotes, c'est ceux qui se dressent donc en connaissance de tous les risques possibles – avec vraiment, je dirai... détermination, et qui s'opposent donc depuis quatre ans pour que la main de l'opportuniste ne soit pas donc... pour que heu ! Comment on appelle, la main de l'envahisseur n'ait pas raison de la justice. Voilà le patriote.

Le patriote est, selon Konaté Navigué, président de la JFPI, surtout un résistant. Sa conception du patriotisme rejoint celle des autres leaders de la galaxie patriotique pour lesquels l'agression extérieure réveille le sentiment d'appartenance et le transforme en ressource pour la résistance :

Mais je pense que... je crois que c'est par rapport à cette expression même qu'il y a une association qui est née. C'est les « patriotes du troisième âge ». Une histoire de vous répondre pour dire que le patriotisme n'a pas d'âge. On est patriote ou on ne l'est pas. Mais on ne peut pas être « jeune patriote », « vieux patriote ». Personnellement, j'aurais préféré le terme de « résistant », j'aurais préféré le terme de « résistant » plus que le terme de « patriote » parce que, à l'évidence, rien ne se fait de nouveau.

La définition du patriotisme et du patriote telle que déclinée par Fadiga K., un leader de la JFN, sans différer de la définition ci-dessus, peut lui être opposée sur bien des points.

Notre engagement est éminemment patriotique. Je ne veux pas rentrer dans le jeu de la comparaison des patriotismes... je crois qu'il y a un seul patriotisme. On prend un dictionnaire, je crois qu'il n'y a qu'une seule définition du mot patriotisme. C'est aimer son pays, aimer sa patrie. Maintenant, sur quoi... si vous voulez quel est le ... le... l'échelle ou l'unité de mesure du patriotisme ? Mais moi je dirais jusqu'où un homme est prêt à aller... à se sacrifier pour ... heu pour prouver son appartenance, pour prouver son amour à son pays ? Celui qui est prêt à risquer sa vie... parce que ne prend pas les armes qui veut. On ne peut pas se lever comme ça un matin pour risquer sa vie et se présenter devant un État pour faire tonner le canon... je pense que ... bizarrement, les gens ne le conçoivent pas comme ça... c'est pour ça qu'il faut donner une explication. Mais, c'est un acte éminemment patriotique parce que... heu... moi je citerai la révolution française qui s'est faite dans le sang, mais qui été à l'origine de... de... de cette charte libératrice qui... qui inonde le monde aujourd'hui, qui a influencé la démocratie mondiale aujourd'hui. Avec la guerre de sécession au États-Unis... je pense

qu'il arrive des fois dans l'histoire d'une nation que ... cette nation ait besoin de patriotes volontaires pour heu... se sacrifier, se sacrifier pour amener leur pays à aller de l'avant, à évoluer. Parce que lorsque tout est bloqué, au lieu de rester dans un système qui nous avilit, qui nous dénie nos droits, il est bon, lorsqu'on a tout essayé – et j'insiste là-dessus – lorsqu'on a tout essayé, heu... de prendre ses responsabilités et d'y aller (Fadiga, responsable JFN).

On notera que l'affirmation de l'amour de la patrie passe par le consentement au sacrifice ultime qui est le don de sa vie. Pour les jeunes du Nord, le recours aux armes est admis comme un moyen d'exprimer son patriotisme lorsqu'on a épuisé toutes les autres voies de recours. Pour certains, cette expression du patriotisme est au fondement de leur engagement. Les propos suivants d'un jeune combattant des FN pourraient être un exemple illustrant cette ultime expression du patriotisme justifiant l'engagement violent :

(...) Non, mais ... la suite c'est pour que le pays soit libre. Si... nous les jeunes aujourd'hui là, nous on n'a pas risqué nos vies là... comment on veut que le pays soit libre ?... Je ne suis jamais allé à l'école... ceux qui sont partis à l'école, ils nous disent... y a des pays qui ont été indépendants dans cette situation, beaucoup... au moins, il y a des pays qui sont passés par là avant d'être libres, avant d'être évolués. »
« (...) Bon ! C'est un sacrifice pour la population ivoirienne parce que si y a eu changement aujourd'hui, c'est nous qui nous sommes sacrifiés. Vous voyez parmi nous, du côté de Gbagbo, de gauche à droite, y a plein qui sont morts, il y a des blessés, des handicapés et tout ça... c'est pour le sacrifice du pays.

(...) Puisqu'on s'est sacrifié, on a perdu beaucoup de temps... c'est une perte pour nous. La population doit aussi sacrifier quelque chose pour ces jeunes qui se sont sacrifiés pour leur liberté (L., 32 ans, jeune combattant FN).

Pour les jeunes du Sud, la résistance patriotique aurait pour objectif de protéger la nation. Ils se disent attachés aux valeurs démocratiques et leur loyauté au camp présidentiel se justifierait par le fait que le Président de la République incarne le mieux ces valeurs démocratiques. Quant au patriotisme des jeunes du Nord, il peut se définir mieux comme un patriotisme par réaction à un déni de citoyenneté fondée sur une « dépréciation ethnique » (Braud 2004).

En effet, les discours et pratiques qui avaient cours autour de l'identité nationale en Côte d'Ivoire, jetant le doute sur la citoyenneté des ressortissants du Nord, pourraient expliquer leur soutien aux forces de la

rébellion. Le patriotisme évoqué par les leaders jeunes du Nord semble avoir pour but principal la lutte pour la reconnaissance, au sens où l'entend Axel Honneth (2007), de leurs communautés dans l'espace national. Les conflits des imaginaires trouvent leurs fondements dans ce que les jeunes patriotes au Sud rejettent les discours de ceux-ci dénonçant l'exclusion et le déni d'identité de ceux du Nord. Les dynamiques de l'activisme patriotique s'organisent donc autour de définitions contradictoires de l'être patriote et, par ricochet, de la citoyenneté. Nous avons affaire à deux patriotismes antagonistes : l'un prétendant protéger l'État et ses institutions et l'autre prétendant lutter pour sa reconnaissance politique au sein d'une nation dont les gestionnaires distribuent injustement des statuts inégaux de citoyenneté.

À travers la définition que les « Jeunes Patriotes » donnent du patriotisme transparaît l'idée de sacrifice, de courage et de résistance face donc à cette agression d'origine extérieure. Le patriotisme, pour les animateurs de la galaxie patriotique, c'est l'opposition courageuse à une puissance extérieure, notamment la France, et c'est aussi le combat mené contre d'autres concitoyens instrumentalisés par cette puissance. Le point de vue d'Eugène Djué sur le patriotisme résume toute la logique affirmée par les jeunes au sein de cette « Galaxie patriotique ». C'est finalement un patriotisme qui se pose en s'opposant aux autres jeunes qui ont rejoint la rébellion, qualifiée de bras armé de la France impérialiste. La logique de sacrifice qui soutient l'engagement patriotique des Jeunes Patriotes, et que nous développerons dans les lignes à suivre, a pour seule ambition de protéger le territoire, héritage des ancêtres (« Nous n'avons qu'une seule Côte d'Ivoire »). Mais, dans leur mode d'identification des éléments constitutifs de la patrie, contrairement aux patriotes du Nord, les patriotes du Sud restent muets sur le contenant, c'est-à-dire la diversité sociale. Pour tout caricaturer, avec les jeunes de la Galaxie patriotique, on sait quoi protéger, mais l'on ne sait qui protéger dans ce quoi. Puisqu'au sein de la Galaxie, la définition de la patrie ne prend en compte que la géographie et, de fait, évacue la dimension anthropologique à laquelle tiennent tant leurs adversaires du Nord lorsqu'ils évoquent la nécessité d'abolir la distinction des races et des ethnies. Cette différence de perception constitue une source de divergence primordiale entre les deux camps politiques. Elle est au fondement de la négation des revendications politiques des patriotes du Nord par ceux du Sud et, en même temps, de la disqualification des moyens de revendication choisis par cette rébellion.

Au-delà de ces représentations différenciées du patriotisme chez les jeunes, comment justifient-ils leur engagement concret ?

Au-delà des représentations de la patrie : la rationalité de l'engagement patriotique

Pourquoi défendre la patrie ? Contre qui défendre la patrie ? Avec quelles ressources défendre la patrie ? Au-delà des aspects définitionnels, ces trois questions renseignent également sur les divergences entre les mondes mentaux des dynamiques patriotiques au Nord et au Sud.

Pourquoi défendre la patrie ?

Protéger la patrie contre les dénis d'identité

Pour les jeunes du Nord, mieux qu'un patriotisme par réaction, l'on pourrait parler d'un « patriotisme défensif ». En effet, cette jeunesse tient le langage de l'exclusion des gestionnaires de l'État pour responsable de leur engagement patriotique qui se présente plutôt comme une levée de bouclier pour faire face à une situation perçue comme injuste. La patrie qu'ils conçoivent dans une perspective intégrative et égalitaire mérite d'être défendue dès lors qu'une de ses composantes est rejetée, en l'occurrence les communautés du Nord. Les revendications de justice autour de l'identité nationale offrent ainsi les justifications à une défense de la patrie intégrative telle que représentée par ces jeunes :

Mais quand il y a des gens qui pensent qu'il y a des sous-peuples et qu'ils se définissent comme... ils pensent qu'ils sont plus Ivoiriens. Ils ont cherché à classer les Ivoiriens, ils ont assimilé d'autres Ivoiriens à des étrangers... et c'était dit sur toutes les antennes ici et à ce moment-là ça été mal posé. Ils n'ont pas clairement défini ce que eux, ils appelaient ivoirité. ... Les gens se cachent derrière les mots. Il faut qu'on évite de se cacher derrière les mots. (...) au fond, c'est pour des intérêts personnels, c'est pour cela. ... et nos intérêts, pour nous, étaient en danger, par exemple pour quelqu'un qui était en train de dire que moi je ne suis pas Ivoirien par exemple, ... Moi, je me suis senti frustré et il fallait que je me défende (Béma Fofana, président du Sénat).

Le déni d'identité est mis en avant dans les justifications d'un engagement pour la défense de la patrie. Leurs réactions confirment qu'il existe bel et bien une composante identitaire à la crise ivoirienne. Les discours suivants sur la nécessité de défendre la patrie qui souvent se confond à la communauté selon les prises de positions mettent à nu la polarisation opposant Ivoiriens du Sud et du Nord. Le concept d'ivoirité est le premier motif des levers de bouclier, selon les jeunes du Nord.

... Pour rappeler le combat des Forces nouvelles, je dirai que si on te dénie ta liberté, lorsqu'on te dit toi, on doute de ton originalité, on se dit est-ce que tu ne viendrais pas d'ailleurs, du Mali ... ou bien est-ce que toi tu es vraiment Ivoirien ou machin... C'est-à-dire, déjà on t'empêche de vivre dans ta patrie, on... on te rend apatriote. Et du coup, tu es obligé de défendre ta patrie par ton appartenance à cette patrie-là. Quand on veut te nier ce lien, cette appartenance, tout ce qui est susceptible de te nier ce lien doit être combattu. Ce qui fait que dans cette patrie, prospèrent des idées qui sont de nature à jeter l'opprobre sur cette patrie. Des idées de nature à empoisonner, je dirais à vicier la vie dans cette patrie, comme si on inculquait un virus dans un corps. Donc au final, ce corps ne survivra pas, il succombera. Donc lorsque ce virus est inculqué à ta patrie, et que ça peut entraîner la perte de ta patrie, tu es obligé de te lever pour combattre ce virus (Fadiga responsable JFN).

On retiendra de cette justification que pour les « jeunes patriotes au Nord » le patriotisme est mobilisé pour la défense d'une identité particulière ; celle des « nordistes ». On pourrait aussi lui opposer cette boutade de Watchard du CNLB : « ...y a des gens qui sont du nord de la Côte d'Ivoire aussi. Mais il ne faut pas confondre le nord ivoirien et le nord du nord de la Côte d'Ivoire. Mais c'est ça ! Mais y a pas un pays qui n'a pas de loi. Si vous êtes étranger et que vous êtes sur le territoire ivoirien, mais il faut vous conduire comme un étranger. » L'idée que la crise actuelle a des racines extérieures n'est plus de l'ordre des hypothèses pour les jeunes patriotes du Sud. Les jeunes d'en face sont instrumentalisés et participent au complot ourdi de l'extérieur ; d'où l'idée d'un patriotisme de résistance. En réaction, les jeunes leaders du Nord considèrent que l'activisme patriotique au Sud est mû par l'argent et sert de camouflage en réalité à l'ivoirité.

Les arguments des jeunes du Nord sont refoulés par ceux de la Galaxie qui ont un autre regard sur le patriotisme...

Ce sont des arguments fallacieux. Eh ! Je pense... qui ne tiennent même pas. Parce que c'est des fuites en avant. Dire, dire que la Constitution consacre l'apartheid, et ceci cela... Mais prendre des armes pour défendre sa patrie ? Parce qu'on aime sa patrie on prend des armes pour la balafre ? Moi je n'ai jamais vu... Hein ! Y a trop d'incongruités dans les actes que les gens posent. Je pense qu'ils ont fait fausse route (Watchard, leader du CNLB).

Protéger la patrie contre le bradage de son identité

Pour les jeunes de la Galaxie patriotique, la patrie doit être naturellement défendue, mais pour un autre motif. C'est la citoyenneté qui doit être protégée, car, selon Damana Pickas, responsable de la CONARECI, l'objectif inavoué de la rébellion est de donner la nationalité ivoirienne à des étrangers.

Comme nous l'avons montré plus haut, c'est l'idée de résistance qui transparait dans les justifications de la défense de la patrie chez les « Jeunes Patriotes ». La résistance qu'il fallait opposer à l'agression s'est faite de manière volontaire par ces jeunes patriotes. Par exemple, situant le sens de son engagement politique, Wachard Kédjébo affirme :

... C'est la mentalité que nous nous sommes forgée. Véritablement hein ! Parce que personne ne nous a demandé de venir à la galaxie patriotique. C'est seulement notre conscience d'être Ivoirien. C'est parce que notre patrie est en train d'être déchiquetée. C'est ça qui a fait que nous avons bombé les poitrines. Ce qui nous fait marcher, ce qui nous donne la force, c'est notre conviction.

Pour Djué Eugène, le danger qui menace la patrie ivoirienne est bien identifié. Les justifications de la rébellion et des jeunes d'en face se comprennent comme une instrumentalisation.

La cause de la crise ivoirienne, elle est simple hein ! C'est une... n'est-ce pas, c'est une guerre économique que la France livre à la Côte d'Ivoire. Sinon, si on veut être classique,... moi je veux sortir du classique : « causes endogènes, causes exogènes, il y a à l'intérieur des frustrations et puis bon ! À l'extérieur les gens viennent appuyer », c'est faux ! Est-ce qu'en France il n'y a pas de frustrés ? En France il y a des frustrations. Aux États-Unis y a des frustrations, en Angleterre il y a des frustrés qui sont là. Est-ce que eux ils prennent les armes contre leurs pays ? Ils ne le font pas... parce que la France n'osera pas attaquer les USA aujourd'hui, parce l'Angleterre n'osera pas attaquer la France aujourd'hui. Ces frustrés-là sont là, mais cherchent à régler leurs problèmes autrement. Ce sont eux qui justifient ces guerres en Afrique, parce que ce n'est pas en Côte d'Ivoire seulement et pas aujourd'hui. Depuis les années 1960 les guerres existent, les coups d'État existent. Et en Côte d'Ivoire il y a une crise parce que y a eu un coup d'État qui a échoué le 19 septembre 2002. Ceux qui – n'est ce pas – donc ont voulu tenter ce coup d'État, c'est la France. La France a pu obtenir la possibilité de maintenir certaines personnes sur une partie du territoire. Moi je ne suis pas d'avis du tout d'avis avec les gens qui pensent que les raisons de cette crise, c'est des frustrations.

C'est donc sur la défense de la patrie attaquée qu'Eugène Djué fonde la logique des actions du mouvement qu'il dirige. La participation au mouvement patriotique est, selon Konaté Navigué, un autre leader de la Galaxie, un chemin de résistance. Les rapprochements historiques entre la Côte d'Ivoire et la France lui servent à légitimer l'action des jeunes accourus dans la rue pour résister. Ainsi pour lui, tout comme De Gaulle a triomphé en France, Gbagbo triomphera en Côte d'Ivoire.

Si nous prenons les repères de l'histoire, on peut constater que nous menons aujourd'hui la résistance textuellement, comme les Français l'ont menée quand l'Allemagne a annexé Paris et De Gaulle était obligé de lancer l'appel à la résistance. Vous comprenez ? Donc, c'est l'histoire qui se répète. L'Allemagne annexe la France, De Gaulle quitte la France pour se réfugier à Londres. Il lance un message à la BBC et les Français descendent dans la rue pour organiser la résistance et pour se battre jusqu'à ce que la France soit libérée. La Côte d'Ivoire est attaquée, Laurent Gbagbo est en Italie, il quitte là-bas, il arrive ici et lance un message à la résistance et tout le peuple ivoirien est dans la rue et organise la résistance. Tout comme il y a eu des patriotes et des résistants en France, il y a des patriotes et des résistants ici en Côte d'Ivoire. La France a connu, et ça encore c'est un extrait du livre que je suis en train d'écrire, la France a connu le général Pétain. La Côte d'Ivoire a connu le général Doué. C'est-à-dire des collabos, c'est-à-dire des traîtres de la République. Donc, il y a, si tu veux, une répétition de l'histoire. Donc, je disais que la France a connu le général Pétain, nous on a connu le général Doué ; La France a connu ses résistants ; nous ici on a connu des résistants ; la France a connu De Gaulle, ici nous on a connu Gbagbo. En France De Gaulle a triomphé ; ici Gbagbo triomphera.

Si l'idée de la défense de la patrie semble partagée par les jeunes des deux bords, ils identifient aussi ceux contre qui elle doit être défendue : la France et ses valets locaux pour les patriotes du Sud, les ingénieurs politiques de la distinction frustrante entre les races et les ethnies composant la nation pour les patriotes du Nord. Le recours aux moyens extrêmes pour la défense de la patrie comme l'engagement pour la lutte armée paraît légitimé par les jeunes.

Les ressources mobilisées dans l'engagement pour la patrie

Pour les mouvements de jeunes proches des Forces nouvelles, l'engagement patriotique qui est allé jusqu'à la prise d'arme se justifie par l'épuisement

des voies de recours, ce qui est en même temps une critique de la qualité de la démocratie :

Si jamais votre enfant est malade... très malade et ... vous allez à l'hôpital. D'abord ; vous allez dans un hôpital A et le praticien en place là-bas n'arrive pas à le soigner, vous allez dans un hôpital B et ainsi de suite, mais dans un même système de soin, ... et vous n'arrivez pas à le soigner, vous changerez de fusil d'épaule et vous explorerez d'autres voies, d'autres systèmes de soin... Pour dire que dans le cas de ma patrie qui est la Côte d'Ivoire, tous les moyens ... tous les moyens doivent être utilisés pour expulser ou extraire le venin...vous me direz peut-être que ces moyens sont de nature à mettre en péril la vie même de cette patrie. Je dirai que non ... que si nous essayons de combattre un mal ,on peut utiliser le moyen le plus ultime, le plus extrême... tout moyen extrême est bon à appliquer, mais dans tous les cas les risques sont calculés (Fadiga K., responsable JFN).

L'engagement patriotique des jeunes ne se fonde pas que sur la défense des institutions républicaines ou la dénonciation de l'exclusion. Ces deux motivations apparentes cachent d'autres facteurs et d'autres enjeux. La décision de l'engagement repose parfois simplement sur la sympathie ou l'admiration des jeunes pour les leaders politiques des mouvements auxquels ils adhèrent. En effet, tous les jeunes rencontrés témoignent presque systématiquement d'une grande admiration pour les leaders qu'ils soutiennent. L'auto-engagement se fonde généralement sur une auto-justification, présentée le plus souvent comme étant une motivation personnelle. Celle-ci est un mélange d'ingrédients puisés dans le répertoire de l'image que les leaders des partis politiques donnent d'eux-mêmes, auxquels se rajoutent les interprétations personnelles des traits amplifiés, mais désormais naturalisées, de cette offre de représentation de soi :

Je m'engage ... n e serait-ce que par devoir de solidarité... parce que Gbagbo est un socialiste,... est un pur produit de la gauche. La FESCI est un syndicat de gauche. Ne serait-ce que par solidarité militante... Étant donné que nous appartenons tous à la grande famille de la gauche, la FESCI devait prendre la position qu'elle a prise (Damana Pickas, leader de la CONARECI).

L'auto-conviction à l'engagement ou l'incitation à se mobiliser conduit parfois à entretenir une confusion consciente ou inconsciente entre les référents culturels des communautés d'origine et l'idée de patrie que l'on dit vouloir défendre. Par exemple, pour certains jeunes combattants de la

rébellion, l'enrôlement s'est justifié par l'idée de participer au *fasso kélé*, c'est-à-dire la guerre pour libérer le fasso (en malinké signifiant la patrie, mais aussi le terroir ou le village perçu comme un legs de la lignée patriarcale), en somme une transcription politique d'un schème culturel sorti de son contexte. La référence au terroir sert dans ce cas à préfigurer la nation. Par exemple, la devise du bataillon Anaconda du Commandant Wattao (chef d'État -major adjoint des Forces nouvelles) est : « La patrie ou la mort, nous vaincrons ». Mais, dans le contexte local, ce slogan se comprend mieux par les hommes de troupe lorsqu'elle est rapprochée du *fasso* malinké. La réalité de la patrie s'appréhende non à partir de l'idée moderne de nation, mais plutôt à travers des prismes culturels souvent réducteurs.

Les répertoires de mobilisation s'étendent aussi au terrain religieux. Certains leaders tendent à diviniser l'essence de leur pouvoir, bien qu'ils estiment dans l'espace public agir pour instaurer un système plus démocratique. Il en résulte des formes de mobilisation fondées sur ces croyances religieuses :

Ce qui fonde mon engagement dans ce combat, c'est-à-dire (silence) la Bible, tous les livres saints le déclarent. Que c'est Dieu qui donne le pouvoir. Et tout pouvoir établi par Dieu ne peut pas s'ébranler si Dieu lui-même ne décide pas. Et donc si Dieu établit toute autorité, et donc le pouvoir de toute autorité provient de Dieu. Et, je mène aussi ce combat au nom de la vérité.(...) Mais il se trouve que c'est Laurent Gbagbo que Dieu a établi sur le trône à ce moment précis, qui est lui-même une institution...et parce qu'il incarne la première institution bénéficié de notre combat (Watchard, leader du CNLB).

Ces amalgames dont les exemples sont légion peuvent être source de dérives idéologiques possibles. La trajectoire sociale des jeunes et les circonstances de leur entrée en politique nous éclaireront mieux sur d'autres enjeux à peine voilés de leur engagement politique.

Le conflit armé comme opportunité politique et le patriotisme comme voie d'accès aux ressources

Nous menons une bataille de génération. Les actes que les Djédjé Mady, Henri Konan Bédié, Alassane Ouattara sont en train de poser sont les derniers soubresauts d'une génération en voie de disparition. Par contre, les actes que nous posons, c'est-à-dire l'amour de la patrie que nous semons dans le cœur des Ivoiriens, sont les signes annonciateurs d'une génération naissante.

Cette déclaration de Blé Goudé permet de prolonger la réflexion sur le phénomène des jeunes qui ont investi l'arène politique. Comment se perçoivent-ils dans le rôle qui est le leur aujourd'hui ? Quelles sont les retombées de l'engagement pour ces jeunes ? Et qu'implique cela, en termes de recomposition du champ politique ?

Les pions interposés de l'échiquier politique...

La mobilisation des jeunes en première ligne dans le champ politique ivoirien est une nouvelle donne née de la crise militaro-politique. En l'espace de quelques années, ils sont devenus des acteurs de premier plan de la crise ivoirienne. Les jeunes de la « Galaxie patriotique » ainsi que ceux de la rébellion sont devenus des parties prenantes de la vie politique et sont même vus comme étant la pièce maîtresse du processus de paix en cours.

Il ne fait pas de doute que les organisations de jeunes actives actuellement dans l'arène politique soient des appendices des formations politiques. Elles sont des instruments interposés au travers desquels les partis politiques s'affrontent. Les jeunes leaders sont cependant tous conscients de leurs participations à ce jeu politique, comme en témoignent les propos suivants de Damana Pickas, et de Dacoury Richard, président de la coordination des agoras et parlements.

Ce sont les fescistes qui sont sur les lignes de front aujourd'hui : De l'autre côté du rideau de fer il y a Soro, Ben l'Arabe, Given, Ouattara Kolo. Ici, il y a moi-même, il y a Blé Goudé, il y a Touré Zeguen, il y a Djué... Je veux dire que les aînés font la guerre par nous interposés. Ouattara a déclaré la guerre à Gbagbo par Soro interposé. Gbagbo résiste à Ouattara par nous interposés. Voilà donc, on ne se fait face. Et après eux, ce sera nous (Damana Pickass leader de la CONARECI).

C'est dire que ce sont les jeunes qui ont la solution. La preuve, tous ceux qui entretiennent la tension aujourd'hui, ce sont nos aînés. Ils vivent dans l'illusion. Alors que nous, les jeunes, sommes réalistes et comprenons la Côte d'Ivoire, la douleur du peuple, des jeunes qui constituent 70 pour cent de la population. Eux ne peuvent pas comprendre. Ils vivent dans leur passé. Ce sont eux qui font la guerre aujourd'hui, et instrumentalisent les jeunes pour tuer la République. Ils sont presque tous des années 1940. Nous voulons leur montrer qu'on peut se battre, mais autrement (Dacoury Richard) (Bony 2006).

Rappelons que l'instrumentalisation que les jeunes semblent dénoncer a eu des conséquences tragiques à certains moments de la crise, notamment

lors des audiences foraines devant aboutir à l'identification des populations. À cette occasion, les affrontements entre les jeunes de la « Galaxie patriotique » et la jeunesse des partis politiques du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) ont fait des morts et des blessés dans plusieurs villes du pays. Par ailleurs, il semble se dégager chez les jeunes qui animent le champ de la violence politique une conscience de génération qui leur permet d'appréhender objectivement les responsabilités politiques qu'ils auront à assumer dans un proche avenir.

En attente de récompense...

Ce que nous demandons à l'État, c'est d'être reconnaissant à l'endroit de ces jeunes qui se sont battus sans distinction de race, de religion, d'ethnie et de parti politique (Watchard, octobre 2007).

Nous faisons l'hypothèse que les jeunes se savent instrumentalisés, mais adhèrent au jeu politique parce que leur engagement obéit à une logique de positionnement, dans un contexte où les opportunités d'accès aux emplois deviennent de plus en plus rares, rendant sélectives, du coup, les possibilités d'accès à un bien-être social et matériel. Certes, les intérêts économiques du patriotisme ne sont pas immédiatement perceptibles puisque les enjeux financiers sont bien voilés derrière une rhétorique militante. Mais les espoirs des cadets peuvent être déçus si les aînés tardent à transférer les ressources ou ne les transfèrent pas au rythme où les cadets l'espèrent. Par exemple, Watchard affiche sa détermination à poursuivre le combat, non sans se plaindre quelquefois, afin d'attirer l'attention des aînés sur la nécessité de mettre un minimum de moyens à leur disposition qui, dit-il, sont censés (les) encadrer, mais pas dans la bouche seulement, car en réalité « l'homme ne se nourrit pas seulement de conviction ». Les propos suivants de ce même leader permettent de comprendre que l'action patriotique a un coût et qu'en tant que dirigeants ils sont sensibles aux retombées financières de leurs engagements :

Beaucoup de moyens sortent dans la crise, mais ils sont malheureusement mal orientés... Le combat qu'on mène là, c'est pas pour quelqu'un, c'est aussi pour notre « demain ». En fait, Watchard continue la lutte. Il ne désespère point, il croit en l'avenir parce que le Président Laurent Gbagbo est un homme très bon. Il pense qu'« un jour Dieu va inspirer ces aînés-là... Ils pourront réorienter ou faire plus attention à ceux qui, comme lui, sont venus quand même apporter un peu d'eau au moulin ».

Quant à Dacoury Richard, président des « agoras et parlements » de Côte d'Ivoire, il affirme plus clairement vivre de son métier de « Jeune Patriote ». C'est dire que le patriotisme n'est pas exempt de calculs économiques. Les retombées financières de la lutte patriotique justifient dans bien des cas la mobilisation des jeunes dans l'arène politique :

Je n'en suis pas complexé. Didier Drogba vit du football, c'est ce qu'il fait. Il gagne des millions de francs CFA par mois. L'artiste musicien vit de son art. Alpha Blondy est multimillionnaire. Je fais de la politique et je consacre ma vie pour la Côte d'Ivoire. C'est normal que je vive de la politique. Chacun vit de son métier. Pourquoi ne devrais-je pas vivre de la politique ? C'est mon domaine à moi. C'est un travail monstre qu'on abat. Pour ça on devrait nous payer. Si on nous donne des milliards, c'est tout à fait normal et je ne cracherai point là-dessus. Je ne le revendique pas parce qu'on n'a pas signé de contrat avec le Président Laurent Gbagbo. Mais si on nous donne, on va prendre et il n'y aura rien. Nous ne sommes pas complexés. Qu'on nous donne. Nous revendiquons encore plus d'ailleurs (Richard Dacoury, membre de la galaxie patriotique).

Durant la crise militaro-politique, la prolifération d'organisations patriotiques dont la majorité des responsables justifient de conditions matérielles minimales en consacrant leurs quotidiens au militantisme crédite la thèse du patriotisme alimentaire. Dans la guerre des chefs de mouvements, les allégations d'un clan sur un autre recourent souvent à la critique de la rationalité économique des engagements. Blé Goudé, par exemple, est très critique sur le virus alimentaire qui mine l'engagement patriotique de certains leaders concurrents. Se définissant par opposition à cette catégorie de leaders, il affirme :

Notre objectif, en organisant les « Jeunes Patriotes », n'était pas d'être proches d'individus, quels qu'ils soient, ou de gagner de l'argent, mais simplement de défendre notre pays (...) Maintenant que les élections approchent, l'on assiste à une prolifération des mouvements de soutien. Ils défendent des causes qu'ils sont mieux à même d'expliquer, mais qui sont tout sauf les nôtres (Blé Goudé 2006:116-117).

Le leader de l'UPLTCI, Djué Eugène, estime que les auteurs de telles affirmations « confondent souvent les causes et les conséquences » du phénomène patriotique. Et en guise de réponse à la question de savoir s'il existe un lien entre le statut professionnel des jeunes et l'émission des organisations patriotiques, le « Maréchal » Djué conclut :

La crise a eu pour conséquence l'idée chez certains que si je me mets en groupe de soutien, je peux avoir certains avantages. Mais ce n'est pas réellement l'idée qui motive les gens à aller faire les groupes de soutien. Oh ! Oh ! C'est ça qui est le problème. Et j'ai entendu des gens dire « patriotes alimentaires ».

Le qualificatif « patriotes alimentaires » n'est pas, selon le leader de l'ULPTCI, approprié. Les jeunes, dit-il, « se battent et dorment dans des maisons ». Il lui paraît légitime qu'ils disposent d'un minimum vital octroyé par ceux-là mêmes qui récoltent les dividendes de leur militantisme. Djué ajoute :

Ce n'est pas parce que les jeunes sont allés demander du soutien à quelqu'un, des fois même pour organiser leurs manifestations, qu'on va dire que ce sont des « patriotes alimentaires ». Ou bien qu'ils se sont organisés tout simplement parce qu'ils cherchent quelque profit que ce soit. En tout cas, cette manière qui consiste à chercher du profit en allant mettre leurs poitrines devant les chars, je crois simplement qu'il y a du mérite hein ! Quand même ! Quand même ! Quand même !

Le patriotisme : creuset des dirigeants de la Côte d'Ivoire émergente ?

Les jeunes rencontrés dans le cadre de cette étude ont tous admis avoir capitalisé des sommes d'expériences jugées suffisantes pour se lancer dans une carrière politique. Certains ont transformé leur condition de désœuvré en statut de prestige. Diriger les hommes, prendre des décisions et même souvent provoquer la confrontation sont des compétences qu'ils estiment tous avoir désormais acquis et qui leur confèrent une étoffe d'homme politique. Le capital militant acquis durant le parcours syndical pour les uns et/ou le portefeuille de capital social constitué dans les arcanes du monde politique pour les autres sont désormais des ressources pour ces jeunes dont les projets d'un futur proche ou lointain sont toujours en rapport avec l'espace politique. Ils estiment en général que leurs expériences du monde politique, le volume de leurs carnets d'adresses ainsi que le stock de notoriété plus ou moins important d'un leader à un autre constituent un capital politique qui les prédispose aux luttes de positionnement pour l'avenir.

La FESCI est une école, c'est comme si vous allez dans une école et bénéficiez d'une formation. Vous ne pouvez pas laisser cette formation et aller faire autre chose (Jean Yves Dibopieu, leader de la SOAF).

Ces jeunes ont en général conscience de l'écart entre leur génération et celle des leaders actuels des partis politiques. On n'ira pas dire qu'un conflit de génération se prépare, mais les jeunes professionnels du patriotisme, au Nord comme au Sud, se disent tous prêts à jouer un rôle politique demain. La culture politique qu'ils acquièrent par leur immersion dans l'arène politique et par le jeu de multiples interactions entre des clans dont la géométrie de l'adversité politique varie en fonction des opportunités va bien au-delà de l'instrumentalisation à laquelle l'on a tendance à réduire leur relation avec les aînés politiques. Outre les instruments politiques au service des aînés qu'ils constituent, ils considèrent être à l'école politique où ils apprennent à prendre le relais politique des aînés perçus comme une génération politique sortante. Le glissement de leur statut de cadet politique à un statut d'aîné politique se joue sur le terrain de la capacité à compter dans le champ politique, notamment par l'usage de la force et de l'intimidation.

... on ne peut plus dire que nous sommes trop, trop jeunes. Et même si nous l'étions, je crois que... nous avons quand même quelque chose dans la tête, quelque chose dans le ventre que nous voulons démontrer. Donc eh eh eh ! Je me dis que c'est pas quelque chose d'utopique, d'irréalisable, ce n'est pas quelque chose qui n'est pas faisable. Au moment opportun là, véritablement on va aviser. (Damana Pickass, Conareci).

C'est une prise de conscience. Nous pensons que nous avons laissé des gens hypothéquer notre avenir... ces aînés politiques ont déchiré, ... ils n'ont fait que nous opposer pour leurs intérêts personnels et nous pensons qu'aujourd'hui... notre génération gagnerait à vraiment prendre ses responsabilités et vraiment imposer notre point de vue sur toutes les questions (Béma Fofana, Sénat).

Nous faisons l'hypothèse que dans l'épaisseur du tissu de la crise militaro-politique, une nouvelle classe de dirigeants dotée d'une autre culture politique se profile à l'horizon.

Conclusion

L'espace politique a enregistré au cours de la crise éclatée en septembre 2002 l'apparition de nombreuses organisations de jeunes au Sud comme au Nord. Il a été question pour nous de questionner et d'analyser les répertoires de justification de ces organisations qui s'arrogeaient le qualificatif de patriote. Quatre constats majeurs se dégagent de cette brève présentation de quelques-uns des mouvements et de leurs leaders. 1^o) L'on note d'abord la diversité des modes organisationnels, mais aussi des types de relations pouvant se tisser, d'une part, au sein des micro-mouvements

de la « Galaxie patriotique » et, d'autre part, entre ces micro-mouvements et l'État confronté à une rébellion armée. 2°) L'on retiendra que la plupart des leaders ont pour caractéristique commune d'avoir milité activement au sein de la FESCI ou des formations de jeunesse politique. Les « Jeunes Patriotes », qui ne sont donc pas une génération spontanée, sont devenus par ailleurs des acteurs à part entière de la crise à partir de 2002. 3°) L'on peut également constater que les logiques de justification des engagements patriotiques sont aussi variées qu'il y a d'organisations. L'engagement patriotique cache à peine les luttes de leadership politique basées sur des stratégies individuelles dans lesquelles la mobilisation de la violence n'est jamais absente. Cet engagement, qui n'oppose pas nécessairement rebelles et « Jeunes Patriotes », définit un espace social spécifique de lutte pour l'accumulation maximale d'un capital de reconnaissance politique dont la reconversion garantit dans ce milieu de jeunes, pour lesquels le patriotisme est devenu un métier, un positionnement politique. Mais un positionnement en permanence renégocié pour les besoins de la distinction politique dans une arène invisible au sein d'une même famille politique. Cela justifie le quatrième constat, quoique celui-ci, pour des raisons de concision, n'ait pas été suffisamment développé. 4°) Il s'agit de la plasticité de la galaxie et surtout de la capacité de chaque leader à nouer les meilleures alliances pour des causes militantes conjoncturellement porteuses, parce qu'ayant du sens et un bénéfice politique pour la famille et surtout pour le parrain politique, le Président Laurent Gbagbo, seul distributeur des bons et des mauvais points.

En somme, nous avons tenté de montrer que le discours patriotique de surface a des liens plus profonds avec la question de la citoyenneté qui exige un travail politique encore déficitaire dans la société ivoirienne. Si le patriotisme au Sud exprimé par les jeunes de la « Galaxie patriotique » proche du camp présidentiel parle de résistance, celui du Nord porté par les jeunes adhérant aux idées de la rébellion s'inscrit plutôt sur le registre de la reconnaissance. Nous avons également relevé, pour ces exemples de patriotismes antagoniques revendiquant l'amour de la patrie, que bien qu'il s'agisse de la Côte d'Ivoire, il est question pour les uns et les autres d'un pays idéalisé et façonné selon leurs espérances. Les représentations façonnent l'idée, chez certains, mêlent parfois des considérations et des valeurs tantôt communautaires, tantôt religieuses. Ce sont autant d'amalgames qui sont au fondement d'incompréhensions nourrissant la belligérance. Ensuite, nous avons montré que l'activisme des jeunes dans l'espace politique n'est pas dénué d'enjeux financiers et politiques, ce qui fait de cette génération de cadets sociaux des pions sur l'échiquier politique. Nous avons enfin pu remarquer que les jeunes au Nord tout comme au

Sud nourrissent des attentes vis-à-vis de la classe politique auprès de laquelle ils estiment avoir fait leurs armes. Ces jeunes, dans leur rapport au champ politique, renouvellent la culture et les pratiques politiques locales dans lesquelles, désormais, la capacité d'usage de la violence et de l'intimidation est devenue un élément structurant.

Notes

1. Les leaders des organisations suivantes ont été interviewés pour la collecte des données : dans la zone gouvernementale : Damana Pickas (CONARECI), Eugène Djué (UPLTCI). La CONARECI et l'UPLTCI se rangent dans la « Galaxie patriotique ». Les organisations de jeunes actives dans la zone des Forces nouvelles sont : la JFN, le Sénat (qui se présente comme une organisation d'acteurs du domaine civile semblable aux espaces populaires de discussion ; Agoras et Parlement de la zone gouvernementale) et l'Association des enseignants volontaires des zones FN. Dans ce second groupe nous avons pu rencontrer : MM. Fadiga Khalil (JFN), Kamagaté (Sénat) et Ouattara Zoumana (coordination des organisations de la société civile en zone FN).
2. Rassemblement des Républicains, parti politique fortement implanté dans la partie nord du pays. Ses partisans se recrutent en majorité dans les groupes mandé, malinké et voltaïque désignés sous le nom générique de « Dioula ».
3. Allusion faite au mode vestimentaire des Dioula.
4. Voir Koné Amadou (2003) dans sa description des tensions intergénérationnelles qui ont abouti à la mise en place tardive de la JRDACI (section ivoirienne de l'organisation des jeunes du RDA) en 1959. Selon Koné A, le Président Félix Houphouët-Boigny aurait manœuvré pour empêcher le bon fonctionnement de cette structure qu'il dirigeait.
5. L'Union générale des étudiants de Côte d'Ivoire créée en 1958 par Harris Mémel Fôté qui fut arrêté. L'UNECI devenue en 1964 UNEECI (Union générale des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire), bien qu'étant suscitée et encadrée à sa naissance par les structures de contrôle de l'État, sera combattue et dissoute par le Bureau Politique du PDCI lorsque celle-ci tentera de s'autonomiser et de prendre des distances avec le Parti en 1967 (cf : Amondi 1985 et Proteau 1998).
6. Rapport annuel sur les droits humains du Département d'État des États-Unis, sur la Côte d'Ivoire, mars 2005 cité sur <http://hrw.org/french/reports/2005/cdi0505/4.htm>
7. Ces trois rébellions qui ont éclaté dans des contextes tout aussi différents que les motifs qui les justifiaient se sont réunies officiellement le 22 décembre 2002 pour former une seule entité connue sous le nom de « Forces nouvelles de Côte d'Ivoire », avec, à sa tête, Guillaume K. Soro, ancien leader du puissant syndicat estudiantin, la FESCI.

8. Extrait de l'interview réalisée par Raymond Alex Loukou paru sur reseau-ivoire.net le 15/10/2007.
9. Le CNLB revendique plusieurs actions majeures comme étant sa contribution au « combat pour la libération de la Côte d'Ivoire et contre l'impérialisme français ». Le mouvement aurait combattu aux côtés des Forces armées nationales de Côte d'Ivoire (FANCI).
10. Dans le cadre des négociations avec la société civile de l'ex-zone FN en vue de l'application de l'accord de Ouagadougou, le Président Gbagbo a accédé à la demande d'intégration des enseignants volontaires à la fonction publique.

Références

- Agulhon, M. et Oulmont, Ph., 1993, « Nation, patrie, patriotisme », *La Documentation Française*, n° 7017, juin.
- Akindès, F., 2000, « Inégalités sociales et régulation politique en Côte d'Ivoire : la paupérisation est-elle réversible ? », *Politique Africaine* (78), pp.126-141.
- Akindès, F., 2004, *Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire*, Dakar : CODESRIA.
- Akindès, F., 2007, « La crise ivoirienne ou la réinvention risquée d'une nation », in Poamé Lazare, dir., *Penser la crise ivoirienne, Repères International*, Éditions Menaïbuc.
- Akrou, J.-B., 2007, « Côte d'Ivoire: Blé, Djué et les autres », *Fraternité Matin* (Abidjan), 28 mai, publié sur le web le 29 mai.
- Bahi, A., 2003, « La « Sorbonne » d'Abidjan : rêve de démocratie ou naissance d'un espace public », *African Sociological Review* 7(1), pp.1-17.
- Blé Goudé, Ch., 2006, « Crise ivoirienne » : ma part de 'Vérité', *Fraternité Matin*, Abidjan.
- Blé Raoul G., 2000, « Le zougou : l'expression d'une jeunesse désorientée », *Sentier* n°4, Abidjan.
- Blé Raoul, G., 2006, « Zougou et réalités sociales des jeunes en Côte d'Ivoire », *Afrique et développement*, Vol. XXXI, n°1, pp. 168-184.
- Bony, Félix D., 2006, « Richard Dacoury, membre de la galaxie patriotique : Nos aînés nous instrumentalisent », *L'Inter*, quotidien d'Abidjan, lundi 16 octobre.
- Boudon, R., 1979, *La logique du social*, Paris : Hachette.
- Collier, P., 1994, 'Demobilisation and insecurity: a study in the economics of the transition from war to peace', *Journal of International Development* (6), pp.343-352.
- Collier, P and Hoeffler, A., 2004, 'Greed and grievance in civil war', *Oxford Economic Papers*, vol. 54, pp. 563-595.
- Coulibaly, T., 2002, « Sur fond de discrimination ethnique et régionale, lente décomposition en Côte d'Ivoire », *Le Monde Diplomatique* (584), pp.23-24.
- Coulibaly, T., 1995, « Démocratie et surenchère identitaire en Côte d'Ivoire », *Politique Africaine* (58), pp.143-150.

- Dembélé, O., 2003, « La Côte d'Ivoire : la fracture communautaire », *Politique Africaine* (89), pp. 35-48.
- Dozon, J.-P., 2000, « La Côte d'Ivoire entre démocratie, nationalisme et ethnonationalisme », *Politique Africaine* (78), pp. 45-62.
- International Crisis Group (ICG), 2003, « Côte d'Ivoire : 'La guerre n'est pas encore finie' », *Rapport* n°72, Freetown/Bruxelles.
- International Crisis Group (ICG), 2004, « Côte d'Ivoire: le pire est peut-être à venir », *Rapport Afrique* n°90. Disponible en version électronique à l'adresse suivante: (http://www.abidjan.net/documents/files/090_cote_d_ivoire_le_pire_est_peut_etre_a_venir.pdf)
- International Crisis Group ICG, 2004, « Côte d'Ivoire: pas de paix en vue », *Rapport Afrique* N°82, Dakar/Bruxelles. Disponible en version électronique à l'adresse suivante : http://www.acat.asso.fr/aplurg/docs/Cote_ivoire.pdf
- Konaté, Y., 2003, « Les enfants de la balle : de la FESCI aux mouvements de patriotes », *Politique africaine* (89), pp. 49-70.
- Kriesi, H., 1989, 'The political opportunity structure of the Dutch peace movement', *West European Politics*, 12, 295-312.
- Krijn, P. et Paul, R., 1998, « Jeunes combattants parlant de la guerre et de paix en Sierra Leone », *Cahiers d'Etudes Africaines*, 150-152, vol. 382-4, pp.581-617.
- McAdam, D., J. McCarthy, et al., ed., (1996), *Comparative perspective on social movements: Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Proteau, L., 1998, « La reproduction en question: écoles, universités et mouvements sociaux », CURAPP, Questions Sensibles. Disponible en version électronique à l'adresse suivante : http://www.upicardie.fr/labo/curapp/revues/root/41/laurence_proteau.pdf_4a0937ec49a64/laurence_proteau.pdf
- Soro G., 2005, *Pourquoi je suis devenu un rebelle ; la Côte d'Ivoire au bord du gouffre*, Paris: Hachette.
- Tuquoi J-P, 1993, « Une économie grevée par la chute des cours des matières premières », *Le Monde*, jeudi 9 décembre, pp.4.

